

Grève des pétroliers au Burundi

PANA, 04/06/2008 Bujumbura, Burundi - La principale société importatrice du carburant au Burundi, "Engen petroleum", se trouverait dans une situation où elle serait obligée d'annuler sa commande pour le mois de juin 2008 et d'arrêter la vente de ses produits actuellement en stock pour ne pas continuer de travailler à perte. "Cela fait plus d'un mois que les sociétés pétrolières ont alerté les autorités, à tous les niveaux, des difficultés qu'elles éprouvent à approvisionner suite à la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial, allant jusqu'à 136 dollars US le baril", écrit notamment la société, dans une correspondance au ministre du Commerce et de l'Industrie.

Les effets de la décision d'"Engen petroleum" ont commencé à se faire sentir dans la ville de Bujumbura, le poumon économique du pays, où aucune station service ne servait du carburant, mercredi matin. "Aujourd'hui, suite à l'immobilisme des autorités, nous nous retrouvons dans une situation où nous sommes obligés d'annuler notre commande pour le mois de juin et d'arrêter la vente de produits actuellement en stock parce qu'ils ont été achetés à des prix dépassant de loin la structure officielle des produits pétroliers sur le marché local", poursuit la correspondance, qui rappelle que ces prix étaient basés sur les valeurs Platts du mois d'avril 2008. L'essence super et le mazout se vendent actuellement au prix de 1.860 francs burundais (près de 1,9 dollars US) le litre à la pompe depuis une récente et inattendue hausse du coût des produits pétroliers au Burundi. "Nous estimons que notre société a fait plus que ce qui était dans son devoir social même si vous ne cessez de la présenter aux médias et à l'opinion comme étant responsable des difficultés que connaît le secteur pétrolier, parce qu'elle abuserait de son monopole", conclut la correspondance au ministre du Commerce et de l'Industrie. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a, dernièrement, mis en garde contre les "spéculations" sur les produits pétroliers de nature à compromettre dangereusement l'ordre social du pays. La pénurie et la hausse des prix des produits pétroliers s'accompagnent généralement d'une flambée d'autres biens transportés dans un pays où l'inflation n'est plus supportable pour la grande majorité des ménages.